

L'avis de l'expert

La Suisse, malade identitaire

En apparence, tout va plutôt bien: l'économie est en forme, la Confédération est bien gouvernée et ses finances sont en règle. Mais soulevons la pierre, on découvrira une grave crise d'identité que les dernières votations ainsi que les déclarations de Christoph Blocher mettent en évidence

Depuis près d'un quart de siècle, la Suisse peine à vivre la conscience de sa propre identité. Ce mal mine subrepticement le pays et risque à terme de se transformer en pathologie chronique et, par là même, incurable. Cette crise identitaire s'est déclenchée précisément à la fin de la Guerre froide et depuis n'en finit pas de se manifester à travers divers épisodes politiques et économiques. Durant la période 1945-1989, la Suisse a été surarmée pour affronter les défis du système mondial, ses valeurs de neutralité, de stabilité, de précision et de prévision étant parfaitement mises en valeur dans l'ordre bipolaire. Depuis lors, le monde éprouve l'accélération de l'histoire et une globalisation continue. D'ordre et de comput, le temps est devenu, à l'image de la météorologie, un mélange chaotique. C'est ce changement de nature qui a secoué la Suisse en rendant ses valeurs pérennes de peu d'utilité face à l'incertitude et à l'impermanence du monde.

Mais de quoi, au juste, le pays souffre-t-il? La Confédération serait-elle mal gouvernée, entre les mains d'une classe politique incompétente? Croulerait-elle sous le poids de dettes financières? Son économie serait-elle en train de périr? Le chômage obère-t-il l'avenir des jeunes ou même celui des seniors? Son territoire serait-il la cible particulière de menaces terroristes ou militaires? Un rapide balayage permet immédiatement d'écarter les doutes: il n'est pas question des fondamentaux économiques, de l'intégrité territoriale, mais de quelque chose d'impalpable qui relève d'une vision de l'avenir ou plutôt d'une absence de vision, d'une incapacité à se projeter.

Qu'est-ce donc qui ne va pas avec les Suisses? se demandent, interloqués, depuis deux décennies Européens et Américains qui, eux, ont traversé dans le même laps de temps maintes catastrophes et tragédies où ils eurent plusieurs fois l'occasion de mettre en jeu leur survie politique et économique. Les Suisses sont très envieux mais ne bénéficient d'aucune compassion pour leurs états d'âme car, n'ayant connu ni guerre, ni famine, ni faillite, ils sont un peuple qui n'a pas souffert et qu'on ne



Réda Benkirane

Sociologue et consultant international à Genève. Chercheur associé au Centre Jacques Berque, Rabat (Maroc)

peut plus souffrir: leur société protégée, aseptisée de mille et une manières, bénéficie d'un niveau et d'une qualité de vie hors d'atteinte.

Dans cette perspective, il faut donc voir les votations du 9 février 2014 sur le rejet de l'immigration massive et leurs conséquences comme un épisode de plus – et probablement pas le dernier – d'une série qui s'allonge depuis un quart de siècle et où les choses ne tournent pas comme on s'y attendrait. Le problème vient de l'imprévu qu'engendrent des votes remontant des bas-fonds sociologiques, mais pas seulement car l'élite politico-économique révèle en des moments clés des hésitations, un manque de confiance en «soi», une incapacité flagrante à improviser en situation d'incertitude et de danger. Ainsi les votations du 4 décembre 1992, l'affaire des fonds juifs en déshérence (1996), les retards et autres dysfonctionnements de l'Exposition nationale (2001), la mort subite de la compagnie Swissair (2001), les campagnes de l'UDC contre les moutons noirs (2007) et l'interdiction des minarets (2009), la fin annoncée du secret bancaire (2008), la crise avec le clan Kadhafi (2008), tout cela dessine la psyché helvétique qui, derrière les apparences, pose cliniquement un certain nombre d'interrogations relatives à la fois à la peur des autres et au manque d'assurance en soi.

En parlant de crise identitaire, les lieux communs évoquent la barrière de röstli ou encore la prédominance du parti de l'UDC. Mais ce sont là des symptômes et non la cause de la fêlure du «nous» suisse qui sont offerts en spectacle au monde entier. Chaque votation qui ovationne l'UDC révèle l'ampleur du mal-être identitaire. C'est là la valeur ajoutée de ce parti que d'avoir su, par une communication de cartes postales (mentales) idéales, faire remonter en surface les impensés d'une Helvétie naguère heureuse mais de plus en plus paniquée par les vibrations et les dissonances du monde. Dépasser ce mal identitaire ne consiste pas à lutter contre les idées xénophobes de l'UDC mais à travailler sur ces impensés, ces refoulés, à pratiquer une sorte de psychothérapie

collective sur les peurs sécuritaires, politiques, économiques et culturelles qui affectent une partie de la population – précisément celle qui est la moins exposée aux risques qui la terrorisent mentalement et la font somatiser jusqu'au point de mettre en péril la raison d'Etat.

Pour comprendre ce dont il s'agit, il faut penser la question de l'identité en termes de système immunitaire, de rapports de soi au non-soi. Le bon sens de l'*homo helveticus* croit se prémunir de la menace extérieure en opérant un repli stratégique de soi, en rejetant le non-soi, en se méfiant des agents internationaux économiques, politiques, culturels, scientifiques comme autant de chevaux de Troie. Mais en réalité, ce bon sens déclenche un processus d'autodestruction identitaire.

L'UDC a su faire remonter en surface les impensés d'une Helvétie naguère heureuse mais de plus en plus paniquée par les dissonances du monde

L'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher a eu le «mérite» de mettre en évidence ce processus autodestructeur et de dire tout haut ce qui se dit en son for intérieur: lorsqu'il affirme que «les Romands ont toujours eu une conscience nationale plus faible», il exprime un refoulé que bon nombre de citoyens n'osent faire ressortir en surface. Son énoncé permet de valider la justesse de notre diagnostic et d'aborder de face l'âpre vérité qui en découle: la Suisse, qui n'aime pas trop les étrangers, ne s'aime pas beaucoup elle-même. Quand Blocher dit que d'autres Suisses ont tendance à avoir une «conscience nationale» [de soi] moins vive, il émet, à son corps défendant, le signe qu'il concourt lui-même à affaiblir ladite conscience quand il y a de la difficulté à reconnaître comme pleinement suisse [soi] une certaine

catégorie de citoyens! La quête identitaire, on le voit bien, est une perte continuée de Soi, c'est une hémorragie de ce qui fait la vitalité et la résistance d'un système immunitaire. C'est la maladie des peuples propre à l'ère de la globalisation.

La Suisse idéalisait le «signal blanc», l'immaculée blancheur de sa vertu; elle découvre à peine que «tous les cygnes ne sont pas blancs». Il lui reste à accepter qu'il n'y a rien d'existentiellement sinistre à faire, à partir d'une teinte opalescente, une sorte de «case blanche» ou un «joker» chromatique capable de prendre toutes les autres teintes. Il faudrait penser la question identitaire en termes non pas de moutons mais de «cygnes noirs», d'aléas et de contingence.

Sans une recherche rétrospective, introspective et prospective sur la question de l'identité, il est à craindre que cette petite nation ne fragilise encore son système immunitaire, alors qu'elle est bâtie sur une diversité culturelle et confessionnelle remarquablement fonctionnelle ainsi que sur un fédéralisme politique qui aurait pu et pourrait être un modèle pour l'Europe et le monde. Le pays pourrait réinventer ses idéaux types; plutôt que par le mythe du Plateau (stable) suisse, c'est par la géophysique turbulente et l'esthétique fractale de ses crêtes jurassique et alpine qu'il pourrait se ressourcer. A cet égard, les jeunes Suisses sont porteurs d'avenir, ils nous indiquent la voie à suivre. Ainsi ils excellent naturellement dans les sports de glisse et de l'extrême; ils sont détenteurs d'une véritable culture de la prise de risque et ont développé une danse instinctive de l'écart à l'équilibre. Ce sont leur aptitude à sécuriser, en haute altitude, leur procession élégante et périlleuse ainsi que leur capacité à gravir ou dévaler des versants impossibles/impensables qu'il s'agit désormais d'intégrer dans le paysage mental et la «conscience nationale».

Dernier ouvrage paru:
«La Complexité, vertiges et promesses. Dix-huit histoires de sciences», Le Pommier, 2013.

Pour une économie pluraliste

Collectif

L'économie mondiale n'est pas seule à être en crise; l'enseignement de l'économie l'est aussi, et les conséquences de cette crise vont bien au-delà de l'université. Ce qui est enseigné aujourd'hui façonne la pensée des décideurs de demain et influence ainsi les sociétés dans lesquelles nous vivons.

Nous, 42 associations et collectifs étudiants de 19 pays, croyons qu'il est grand temps de renouveler l'enseignement de l'économie. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'étroitesse croissante des cursus. Ce manque de diversité intellectuelle ne limite pas seulement l'enseignement et la recherche, il limite notre capacité à penser les enjeux nombreux et divers du XXI^e siècle – de l'instabilité financière à la sécurité alimentaire en passant par le réchauffement climatique.

Le monde réel doit réinvestir les salles de classe, de même que le débat et le pluralisme des théories et des méthodes. Cela est nécessaire pour renouveler la discipline et cela permettra de créer l'espace de discussion d'où pourront émerger les réponses aux défis des sociétés contemporaines.

Unis par-delà les frontières, nous appelons à un changement de cap. Nous ne prétendons pas apporter de solution parfaite, mais ne doutons pas que les étudiants en économie profiteront d'un accès à des perspectives et idées multiples. Le pluralisme n'aide pas seulement à dynamiser la discipline, la recherche et l'enseignement; il porte la promesse d'une discipline économique utile à la société. Trois formes de pluralisme doivent être au centre des cursus d'économie: pluralisme des théories, des méthodes et des disciplines.

Le pluralisme théorique met l'accent sur la diversification des écoles de pensée enseignées dans les cursus. Il ne s'agit pas de rejeter une tra-

dition établie, ni de choisir un camp. Il s'agit d'encourager les débats fertiles et la confrontation critique des idées.

Là où les autres disciplines embrassent la diversité et enseignent différentes théories même lorsque celles-ci sont incompatibles entre elles, l'économie est trop souvent présentée comme un corpus de savoirs unifiés. Bien sûr, la tradition dominante a sa propre diversité.

Néanmoins, il ne s'agit que d'une seule façon de pratiquer l'économie et donc d'analyser le monde, ce qui serait inconcevable dans d'autres disciplines: personne ne prendrait au sérieux un cursus de psychologie qui n'enseignerait que la tradition freudienne ou un cursus de science politique se focalisant uniquement sur le socialisme.

Là où les autres disciplines embrassent la diversité, l'économie est présentée à tort comme un corpus de savoirs unifiés

Un cursus d'économie complet devrait favoriser la structuration intellectuelle des étudiants dans une variété de cadres théoriques, des approches néoclassiques largement enseignées aux écoles classiques, post-keynésienne, institutionnaliste, écologique, féministe, marxiste et autrichienne – entre autres – toutes largement exclues. La majorité des étudiants en économie obtiennent leur diplôme sans s'être confrontés à cette diversité intellectuelle.

Aussi, il est essentiel que les cursus incluent des cours obligatoires fournissant une contextualisation et un regard réflexif sur la discipline économique et ses méthodes. Ces cours incluent particulièrement la philosophie et l'épistémologie économiques, soit l'analyse de la construction

des savoirs. En outre, parce que les théories économiques d'hier et d'aujourd'hui ne peuvent jamais se comprendre indépendamment de leur contexte historique d'élaboration, les étudiants devraient être systématiquement exposés à l'histoire de la pensée, aux textes fondamentaux ainsi qu'à l'histoire des faits économiques. Actuellement, de tels cours sont inexistantes, ou relégués aux marges des cursus [...].

Le pluralisme méthodologique élargit les outils à la disposition de l'économiste. Il est évident que mathématiques et statistiques sont indispensables à la discipline. Néanmoins, les étudiants apprennent trop souvent à maîtriser ces techniques sans apprendre pourquoi et comment ils devraient les utiliser, sans discuter le choix des hypothèses d'un modèle, ni l'applicabilité des résultats obtenus.

Plus encore, des pans entiers de la réalité économique ne peuvent être appréhendés par l'utilisation exclusive de méthodes quantitatives: une analyse économique approfondie devra aussi s'approprier les méthodes des autres sciences sociales. [...]

Enfin, l'enseignement de l'économie doit inclure une perspective pluridisciplinaire et permettre aux étudiants de s'enrichir des apports des autres sciences humaines et sociales. L'économie est, en effet, une science sociale: les phénomènes économiques complexes ne peuvent se concevoir pertinemment s'ils sont présentés dans un vide sociologique, politique et historique. Pour discuter avec acuité des politiques économiques, les étudiants doivent comprendre l'impact social et les implications morales des décisions économiques.

Bien que les modalités du renouvellement de l'enseignement de l'économie soient fonction des réalités locales et nationales, certaines mesures favoriseraient la mise en œuvre concrète du pluralisme: – Octroi de postes aux enseignants

et chercheurs susceptibles d'apporter une diversité théorique et méthodologique dans les cursus;

– L'élaboration de supports pédagogiques tels qu'un manuel d'économie pluraliste;

– L'institutionnalisation de coopération entre unités de formation et de recherche de différentes sciences sociales et la création d'unités interdisciplinaires mélangeant l'économie et ses disciplines sœurs.

Le changement sera difficile, il l'est toujours. En réalité, il est déjà en marche. Partout dans le monde, nous, étudiants, avons commencé à le mettre en œuvre pas à pas. Nous organisons des séminaires, des ateliers, des conférences; nous analysons les cursus actuels et proposons des alternatives concrètes; nous nous administrons à nous-mêmes et à d'autres les cours nouveaux que nous souhaitons voir apparaître dans les curricula officiels.

Nous avons créé des groupes dans des universités du monde entier et construit des réseaux nationaux et internationaux, tels que l'Initiative étudiante internationale pour l'économie pluraliste (Isipe).

Le changement viendra d'origines multiples. Nous appelons les étudiants, les économistes confirmés, les non-économistes à nous rejoindre pour créer la masse critique nécessaire. Le site de l'Initiative étudiante internationale pour l'économie pluraliste permet de se renseigner et de nous contacter (www.isipe.net/home-fr/). Le pluralisme en économie est une condition nécessaire à un débat public honnête et ouvert. Le pluralisme en économie est une condition de la démocratie.

Cette tribune a été signée par l'Initiative étudiante internationale pour l'économie pluraliste (Isipe, www.isipe.net), qui est composée de 42 collectifs d'étudiants de 19 pays

Vous et nous

Vous écrivez



Chiffres manipulés

Dr Michel Perrenoud, La Chaux-de-Fonds

J'ai reçu récemment plusieurs journaux de caisses maladie prétendant que les frais administratifs des assureurs seraient en baisse, passant de 8,2% des frais de santé en 1996 à 5,4% actuellement. Or, plus loin, on nous indique que les frais totaux de santé ont fortement augmenté pendant la même période. Une règle de trois permet d'évaluer, sur la base des chiffres fournis, que les frais administratifs ont en fait augmenté de l'ordre de 13%! J'ai écrit deux fois à ma caisse complémentaire pour avoir des explications, mais n'ai pas reçu de réponse. Je suis donc allé chercher le message de base du Conseil fédéral. On y trouve que les frais administratifs avaient été spécialement élevés en 1996 à cause de l'introduction de la LAMal. En revanche, ils sont passés de 118 francs par assuré en 1998 à 160 francs en 2011, ce qui représente une augmentation de 36% entre 1998 et 2011! Et ceci, alors qu'il y a eu une concentration de caisses et qu'on prétend que la concurrence permet de maintenir les coûts.

Ceci me conduit à deux réflexions: Quelle confiance pourra-t-on faire aux assureurs privés lors de la future campagne sur la caisse publique? De quel droit les caisses maladie utilisent-elles l'argent de nos primes pour intervenir dans un débat politique?

Pénurie de médicaments

Hélène Campiche Chapatte, Lausanne

J'ai été intéressée par l'article intitulé «Le risque de pénurie de médicaments s'accroît» (LT du 07.06.2014).

Cette façon de «résoudre» un problème de marge insuffisante n'est pas nouvelle: j'étais en vacances chez ma sœur en Zambie en 1969 ou 1970; un matin, en allant aux commissions, nous avons trouvé une foule d'enfants attendant l'ouverture de la boulangerie, leur monnaie serrée dans la main. Pas de pain! La boulangerie est restée fermée en réponse à l'injonction des autorités de vendre le pain moins cher...

Vos lettres, de 1500 à 2000 signes au maximum, sont les bienvenues par courriel (lecteurs@letemps.ch), par fax (022 888 58 59) ou par poste (Le Temps, courrier des lecteurs, case postale 2570, 1211 Genève 2). Nous nous réservons le droit de les sélectionner ou de les réduire. Vous pouvez aussi exprimer votre point de vue au café électronique du Temps, à l'adresse internet: www.letemps.ch/contact